

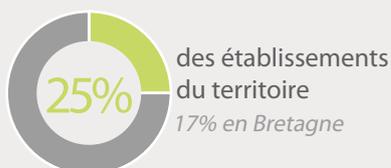
Agriculture



Chiffres clés du secteur



1 460 établissements



2 400 UTA*



*UTA : Unité de Travail Annuel, équivaut au travail à plein temps d'une personne dans l'année

Sources : REE - SIRENE 2014 et Agreste 2010

Un secteur qui occupe une place prépondérante sur le territoire

La filière agricole est un secteur stratégique tant pour l'économie (chiffre d'affaires et emplois) que pour l'aménagement du territoire et l'alimentation de la population. Les agricultures bretonne et ligérienne se distinguent par une forte présence des productions animales, parallèlement à des productions végétales diversifiées.

Ainsi, la Bretagne et les Pays de la Loire occupent respectivement les premier et deuxième rangs des régions françaises en matière de productions laitières, porcines et avicoles. Par ailleurs, la région Bretagne est bien placée en productions légumières (première région française sur les tomates, les choux et les légumes frais bio). La région Pays de la Loire est une des régions phares en agriculture biologique, occupant le deuxième rang en terme de surface agricole bio. La Loire-Atlantique y fait figure de leader avec 10,6% de sa SAU en bio, notamment au sein de zones à fort développement comme le Pays de Redon.

En l'espace d'une cinquantaine d'années, les agricultures bretonne et ligérienne se sont transformées : agrandissement (et/ou regroupement) des exploitations, avec pour conséquence un besoin plus important en termes de main d'oeuvre, d'équipements agricoles, ainsi que de maintenance de ces équipements.

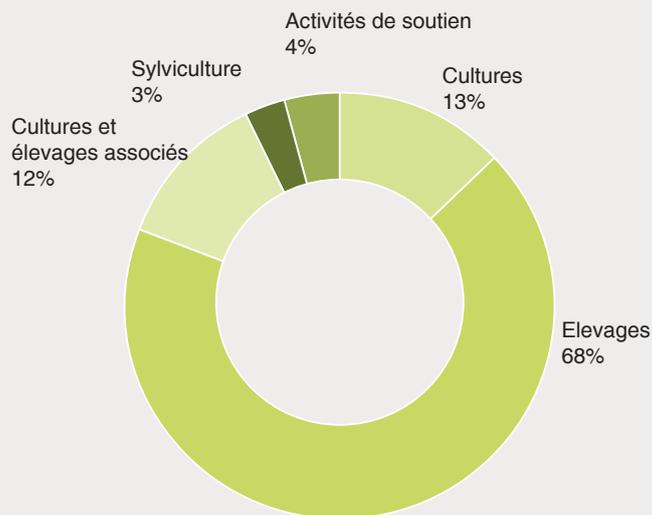
Aujourd'hui, l'agriculture doit faire face à de multiples enjeux :

- le renouvellement des actifs agricoles ;
- la volatilité des marchés avec des prix fluctuants ;
- la concurrence en matière de consommation de foncier (artificialisation des terres) ;
- l'évolution régulière des politiques publiques agricoles et des réglementations environnementales.

Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, l'agriculture représente le quart des établissements du territoire, principalement orientés vers la production laitière. Les emplois y sont majoritairement non salariés.

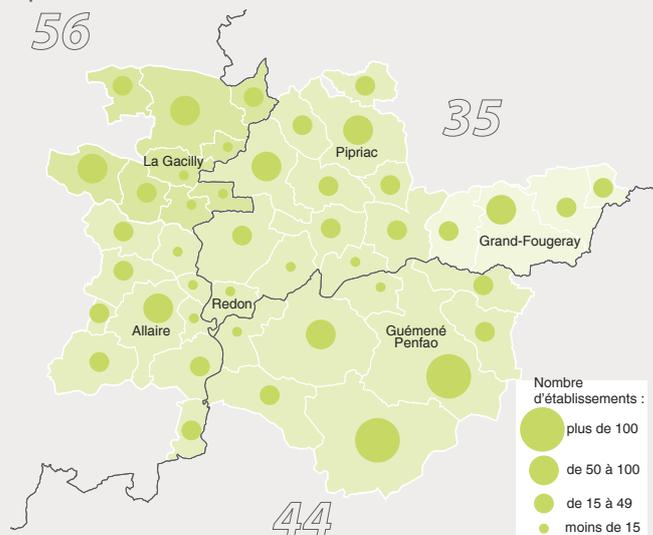
Le tissu productif

Répartition des établissements par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Répartition des établissements par commune



Source : REE - SIRENE 2014

Une agriculture essentiellement tournée vers la production laitière

1 460 établissements du territoire relèvent du secteur agricole, dont 93% sont des exploitations agricoles.

L'agriculture du Pays de Redon - Bretagne Sud est essentiellement tournée vers la production animale, et notamment la production laitière (40% des exploitations du territoire).

Le recours au salariat sur le territoire reste, pour le moment, relativement ponctuel. Il est en effet encore peu développé au sein de l'élevage laitier.

La tendance globale démontre une augmentation de la taille des exploitations (rachat de terres, regroupement d'exploitations...) et des volumes de production. De fait, la charge de travail augmente ce qui devrait entraîner une croissance des salariés dans ce secteur.

Des activités à forte valeur ajoutée : le bio

L'agriculture biologique connaît un développement soutenu sur le territoire. Au total en 2014, 131 fermes sont engagées en agriculture biologique, soit près de 10% des exploitations, quand en Bretagne, 5,5% des exploitations se sont orientées vers la production biologique. Pour beaucoup, il s'agit de fermes tournées vers l'élevage bovin (production laitière).

Les autres établissements de ce secteur d'activité correspondent à des entreprises de soutien à l'agriculture, à l'image des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) ou encore des entreprises d'exploitation forestière.

Les principaux établissements du territoire (répartition selon les effectifs salariés)

Etablissement	Activité	Tranche d'effectif	Localisation
SARL Paris	Activités de soutien aux cultures	10 à 49 salariés	Allaire
COUE CRETE	Activités de soutien aux cultures	10 à 49 salariés	St-Martin-sur-Oust
Gautier	Exploitation forestière	10 à 49 salariés	Plessé
SARL Ouest Prestations rurales	Activités de soutien aux cultures	6 à 9 salariés	Tréal
Lab. végétal Yves Rocher	Culture de céréales ou légumineuses, graines oléagineuses	6 à 9 salariés	La Gacilly
EARL Pommes Avalou	Culture de fruits à pépins et à noyau	6 à 9 salariés	Sixt-sur-Aff

Source : SIRENE 2016

Des métiers de passion

Avec la modernisation des méthodes de production, les métiers agricoles sont de plus en plus techniques et nécessitent une qualification professionnelle. L'accès aux métiers peut se faire directement via la formation. Il existe également une progression professionnelle via des métiers nécessitant moins de qualification, en commençant, par exemple, en tant qu'agent puis en devenant technicien et enfin responsable.

Les métiers de l'agriculture peuvent faire appel à différents types de connaissances. Selon les productions, des compétences sont nécessaires en biologie, en agronomie, en génétique, en mécanique, en informatique... Les chefs d'exploitations doivent également avoir des compétences en gestion d'entreprise, ainsi que dans celle des ressources humaines.

La mécanisation a permis de rendre moins physiques les travaux effectués, rendant plus accessibles les métiers de ce secteur.

Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, un établissement propose des formations qui concernent essentiellement les métiers en lien avec le machinisme agricole, la conduite et la production agricole, notamment celle d'élevage bovin. Les formations sont accessibles dès la 3^{ème} pour certaines d'entre elles ; plusieurs sont réalisées en alternance.

Source : Association Emploi Formation 35

Les principaux types de métiers



Elevage bovin lait

Agent d'élevage laitier
Technicien d'élevage laitier
Responsable de troupeau



Elevage porcin

Agent d'élevage porcin
Technicien d'élevage porcin
Responsable d'élevage porcin



Machinisme agricole

Agent en grandes cultures
Conducteur d'engins agricoles
Chef de cultures



Productions légumières

Agent de cultures légumières
Agent tractoriste en cultures légumières
Agent serriste
Chef de cultures légumières ou sous serres



Floriculture, pépinière

Agent horticole ou pépiniériste
Chef de cultures horticoles ou pépinières



Jardins espaces verts

Jardinier paysagiste
Elagueur
Maçon du paysage
Chef d'équipe paysagiste
Conducteur de travaux paysagers
Paysagiste d'intérieur
Concepteur du paysage

Les formations dans ce secteur sur le territoire

Titre du diplôme	Niveau	Lieu de formation	Type de formation
Bac pro Agroéquipement	4	ISSAT Redon	initiale
Bac pro Aménagements paysagers	4	ISSAT Redon	initiale
Bac pro Conduite et gestion de l'entreprise agricole	4	ISSAT Redon	initiale
CAPa Production agricole et Utilisation de matériels	5	ISSAT Redon	initiale
Certificat de spécialisation Machines agricoles		ISSAT Redon	professionnelle
BP Agroéquipement, conduite et maintenance des matériels		ISSAT Redon	professionnelle

NB : La Maison Familiale Rurale (MFR) de Plessé proposait des formations agricoles jusqu'en juin 2016, date de sa fermeture.

Source : MEDEFI - enquête auprès des établissements d'enseignement (2015)

Les principales évolutions du secteur

La principale évolution à venir est celle du renouvellement des exploitations. Sur le territoire¹, 30 % des chefs d'exploitation sont âgés d'au moins 55 ans : de nombreux départs à la retraite sont à prévoir dans les dix ans à venir. Or, tous ne seront pas remplacés. Pour un départ d'agriculteur de 55 ans et plus¹, seulement 0,7 installation d'agriculteur de 40 ans et moins est constatée en moyenne entre 2010 et 2014. Ceci implique souvent un agrandissement de la dimension moyenne des exploitations. En parallèle, la profession s'ouvre aussi davantage à des personnes non issues du milieu agricole. Pour faire face à la charge de travail, dans un contexte où chacun aspire à trouver l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, des alternatives seront à trouver.

Il peut s'agir d'une simplification du système de production, de l'association avec d'autres agriculteurs, de la poursuite du développement du salariat, de la délégation de certaines activités (élevage des génisses, travaux des champs) ou encore de l'automatisation de certaines tâches. La compétence technique, indispensable, s'appuie aussi sur des compétences en relations humaines et en organisation du travail, pour travailler à plusieurs et être employeur de salariés.

Les autres défis pour l'agriculture sont ceux de gérer les risques liés à la volatilité des marchés et de répondre toujours mieux aux attentes des consommateurs en matière de prix, de qualité et d'origine des produits, d'aménagement du territoire ainsi que de modes de production (environnement, bien-être animal...). Ceci tout en restant rentable ! Les stratégies sont nombreuses. Certains optent pour des filières longues, d'autres pour des filières courtes ou encore des activités de diversification (production d'énergie, accueil à la ferme, vente à la ferme, services aux collectivités...) : plusieurs agricultures cohabitent sur le territoire. Avec un impératif commun : être en questionnement, se projeter, se former tout en long de sa carrière, conduire des projets, s'adapter aux évolutions réglementaires... En bref, faire preuve de stratégie !

¹ Source : Eoloas d'après MSA, territoire du Pays hors communes de Loire-Atlantique

L'interview

Delphine Oddone - Technicienne agricole à la CCPR

En partenariat avec la Coopérative d'Installation en Agriculture Paysanne (CIAP), la Communauté de Communes du Pays de Redon (CCPR) a souhaité créer un espace test agricole en maraîchage biologique. Pourquoi ?

Bien que l'activité agricole reste très présente sur le territoire, sa proportion diminue depuis une vingtaine d'années. Ce constat, allié aux différentes crises alimentaires, sanitaires et environnementales, a amené la collectivité à engager une réflexion autour des circuits courts alimentaires et de l'approvisionnement des restaurations collectives du territoire pour conforter la fourniture de produits frais et bio.

En quoi va consister cet espace test ?

Cet espace est ouvert à toute personne possédant une première expérience en maraîchage biologique (formation, stage, salariat, etc.) qui souhaite approfondir sa maîtrise du métier avant de s'installer et prendre le temps de mobiliser les moyens de son installation (foncier, financement, commercialisation notamment). Deux projets peuvent être ainsi accueillis au sein de l'espace. Ils pourront y tester leur capacité à gérer une unité de production : choix des cultures, des variétés, gestion de plannings de culture ou encore commercialisation.

Cet outil est une offre nouvelle sur le territoire : tester son activité dans un lieu sécurisé, avant d'entreprendre son installation, dans un contexte où les freins à l'installation sont nombreux (accès au foncier, aux financements, etc.).

La CIAP et la CCPR entendent développer cet outil en lien étroit avec l'association Manger Local – Producteurs et restaurations collectives du Pays de Redon et ses membres. C'est un travail en partenariat avec les acteurs du territoire, autour de la production et la consommation agricole locale, qui amplifiera la dynamique autour des circuits courts alimentaires.

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié correspond au Pays de Redon - Bretagne Sud et recouvre à ce titre les Communautés de communes des Pays de :

- La Gacilly ;
 - Grand-Fougeray ;
 - Redon ;
- soit 43 communes.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond au secteur de l'agriculture tel que délimité dans la Nomenclature d'Activités Française (NAF) datant de 2008. Celle-ci regroupe l'ensemble des structures ayant un code NAF compris entre 0111Z et 0322Z dans la section A (Agriculture, Sylviculture, Pêche). Cette nomenclature classe les activités de fabrication de produit alimentaire (ou industrie agro-alimentaire) dans la section B (Industrie). Elles ne sont donc pas incluses dans cette fiche.



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont disponibles sur www.medefi.fr

UNION EUROPÉENNE
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage
en Bretagne / Avec le Fonds social européen



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Région
BRETAGNE

Financiers



Commerce

Chiffres clés du secteur



830 établissements



des établissements du territoire
16% en Bretagne



entre 2009 et 2014 (établissements employeurs)
+1% en Bretagne



3 400 salariés



des salariés (hors agriculture) du territoire
17% en Bretagne



entre 2009 et 2014
-1% en Bretagne

Un secteur dynamique

Le commerce est le second secteur du Pays de Redon - Bretagne Sud, tant en termes d'établissements présents qu'en termes d'effectifs salariés.

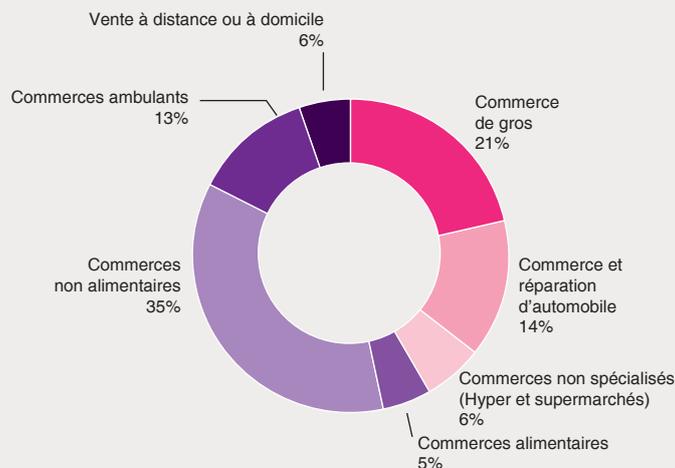
Le secteur du commerce comprend trois grands sous-secteurs :

- le commerce de gros, dont les clients sont le plus souvent d'autres sociétés du commerce, grossistes ou détaillants ;
- le commerce-réparation d'automobiles qui regroupe des commerçants, grossistes ou détaillants spécialisés dans la vente ou la réparation d'automobiles et de motocycles ;
- le commerce de détail, dont les clients sont principalement les particuliers. Cette catégorie comprend les hyper et supermarchés, les magasins spécialisés (alimentaires ou non), les commerces ambulants et la vente à distance ou à domicile.

Globalement, ce secteur est stable en Bretagne. Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, la dynamique est bonne. Sur Redon, de nouveaux magasins se sont installés à l'été 2016, participant ainsi au dynamisme général du secteur.

A noter : Dans ces fiches, l'artisanat de production (charcuterie, boulangerie-pâtisserie) entre dans le champ de l'industrie car son activité de fabrication l'emporte sur celle de revente en l'état de marchandises, bien que les secteurs concernés soient proches par certains aspects du commerce de détail alimentaire spécialisé (vente directe aux consommateurs dans des magasins, etc.).

Répartition des établissements par catégorie d'activité

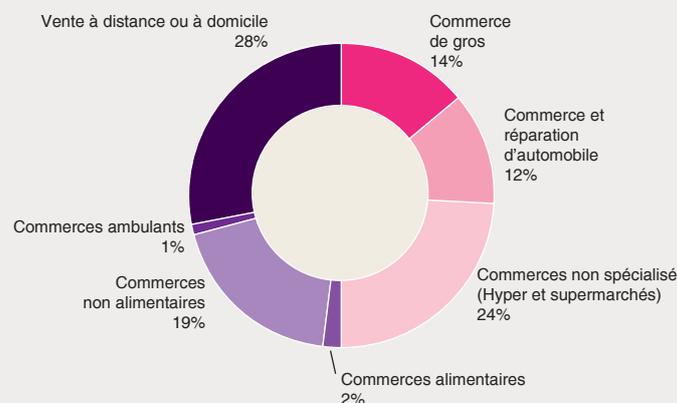


Source : REE - SIRENE 2014

830 établissements du territoire relèvent du secteur du commerce, soit 14% des établissements du Pays de Redon Bretagne Sud.

Il s'agit globalement de plus petites structures que ce qui est observé en Bretagne (57% sans salarié contre 53% en Bretagne). Cependant, il existe une grande disparité de taille des structures selon la catégorie d'activité. En effet, dans les sous-secteurs du commerce ambulants ou de la vente à distance ou à domicile, plus de 90% des structures n'emploient pas de salarié. Malgré tout, la présence d'un grand groupe de vente à domicile sur le territoire (Stanhomes) qui emploie selon la source SIRENE 2016 plus de 1000 salariés, vient quelque peu contredire ces éléments. Le territoire est ainsi caractérisé par une forte présence d'emplois salariés dans les activités de vente à domicile ou à distance.

Répartition des salariés par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Comparé à la Bretagne, le commerce de gros embauche peu sur le Pays de Redon - Bretagne Sud : 14% des effectifs salariés du commerce sur le territoire, contre 30% en Bretagne. Néanmoins, il est à noter une augmentation du nombre de postes de +15% en 5 ans, soit près de 70 postes supplémentaires quand, en Bretagne, le nombre de postes est plutôt stable.

Autre caractéristique du territoire : malgré le développement récent d'une nouvelle zone commerciale à Redon, il est sous-doté en commerces spécialisés (alimentaires ou non).

En résumé, les plus gros employeurs du commerce restent les hypermarchés et supermarchés, ainsi que la vente à domicile.

Les principaux établissements du territoire (répartition selon les effectifs salariés)

Nom entreprise	Activités	Tranche d'effectif	Ville
STANHOMES FRANCE	Vente à domicile	plus 1 000 salariés	La Gacilly
« Intermarché »	Hypermarchés	de 100 à 199 salariés	Redon
FRANCOISE SAGET	Vente à distance	de 100 à 199 salariés	Les Fougerêts
« Leclerc »	Hypermarchés	de 100 à 199 salariés	Saint-Nicolas-de-Redon
« Super U »	Supermarchés	de 50 à 99 salariés	Carentoir
« Super U »	Hypermarchés	de 50 à 99 salariés	Pipriac
« Super U »	Hypermarchés	de 50 à 99 salariés	Guémené-Penfao

Source : SIRENE 2016

Le client au centre des attentions

Le commerce regroupe divers métiers liés à la vente de biens ou de services : hôtes(esses) de caisse, vendeurs(euses), représentants(tes), acheteurs(euses), cadres, technico-commerciaux(ales)...

La vente peut s'effectuer en face à face en magasin ou chez le client, par téléphone, ou encore par internet. Les métiers du commerce sont nombreux et diversifiés. Ces métiers font appel à des diplômés de niveaux variés, et impliquent des conditions de travail différentes. Ainsi, l'exercice de la profession pourra se faire de façon sédentaire ou non, à temps partiel ou à temps plein, seul ou en équipe réduite au sein d'un petit commerce ou encore intégré à une équipe dans la grande distribution, et faire l'objet de variations saisonnières (soldes, fêtes de fin d'années, activité estivale selon la localisation, ou encore activité liée à un produit saisonnier...).

Comme dans beaucoup d'autres secteurs, les compétences clés de ces métiers ont évolué ces dernières années. Les raisons : la concurrence, la diversification des produits, les évolutions technologiques, *etc.*

Aujourd'hui, les professionnels du commerce doivent maîtriser les techniques de la vente, mais aussi :

- accueillir, informer et conseiller les clients sur les caractéristiques techniques des produits qu'ils vendent ;
- maîtriser l'outil informatique ;
- être réactifs et s'adapter aux évolutions du marché.

La fonction commerciale peut être source de progression en termes de responsabilité. Cela demande à la fois mobilité et adaptabilité, ainsi que les goût des défis.

Source : www.nadoz.org

Les principaux types de métiers



Métiers de la vente

Acheteur(se) - commercial(e) - assistant(e) commercial(e) - technico-commercial(e) - chef des ventes - chef de rayon - conseiller(ère) vendeur(se) spécialisé(e) - démonstrateur(trice) - responsable export - télévendeur(se) - vendeur(se) en magasin - VRP...



Métiers de la stratégie de vente

Administrateur(trice) des ventes - directeur(trice) commercial(e) - développeur(se) d'enseigne - directeur (trice) de réseau - marketeur(euse) en direction générale - négociateur(trice) business to business - responsable e-commerce...



Métiers liés au management et à la gestion d'entreprise

Commerçant(e) franchisé(e) - directeur(trice) de supermarché - directeur(trice) de boutique - animateur(trice) des ventes - chef de secteur...

Les formations diplômantes sur le territoire

Niveau	Diplôme	Lieu de formation	Type
5	CAP Employé de commerce multi-spécialités	Lycée Notre Dame	initiale
5	CAPA services aux personnes et vente en espace rural	ISSAT	initiale
5	Employé(e) de commerce	CLPS Redon	professionnelle
5	CAP Réparation en carrosserie	EREA	initiale
5	CAP Peinture en carrosserie	EREA	initiale
4	Vendeur(euse) conseil en magasin	CLPS Redon	professionnelle
4	Bac Pro Commerce	Lycée Notre Dame	initiale
4	Bac Pro Vente prospection, négociation, suivi de clientèle	Lycée Notre Dame	initiale
4	Bac Pro Accueil - relation clients et usagers	Lycée Notre Dame	initiale
3	BTS Management des Unités Commerciale	Lycée Beaumont	initiale

La formation initiale concerne les jeunes sous statut scolaire ou universitaire, ainsi que les apprentis. La formation professionnelle concerne les personnes déjà engagées dans la vie active.

Source : MEDEFI - enquête auprès des établissements d'enseignement (2015)

Les principales évolutions du secteur

Le secteur du commerce est un secteur en perpétuel renouvellement. Il se réinvente en permanence pour mieux séduire et répondre aux attentes du consommateur et à leurs problématiques de mobilité.

Les surfaces alimentaires ont connu de nombreuses évolutions. Ainsi, les libres-services sont apparus en France à la fin des années 40 : jusque là, c'était l'épicier qui servait son client. A la fin des années 50, apparaissent les premiers supermarchés (qui correspondent à l'équivalent de 10 épiceries). Les paniers laissent la place aux premiers chariots, alors 4 à 5 fois plus petits que ceux d'aujourd'hui. Depuis, les surfaces de ces commerces n'ont cessé d'augmenter et d'enrichir le panel de produits proposés à la vente.

Par ailleurs, dans les années 90, sont apparus les premiers commerces de vente en ligne ; ils succédaient aux commerces de vente par correspondance qui proposaient, dans les années 80, de réaliser des commandes directement sur le Minitel. L'explosion de la bulle internet dans les années 2000 a entraîné le développement du e-commerce de façon exponentielle et du nombre de sites proposant de la vente à distance. Au début des années 2010, une autre forme de commerce apparaît : le « drive ». En 2014, le nombre de drives est supérieur au nombre d'hypermarchés en France (source : www.comprendreladistribution.com).

Parallèlement, on assiste au retour du service de proximité (magasins de proximité, augmentation du nombre de food-truck, développement des circuits courts, etc.).

En règle général, le numérique prend une place de plus en plus importante dans le secteur du commerce et devrait continuer à se développer, y compris dans les commerces indépendants. Ces derniers sont de plus en plus présents sur Internet pour drainer du trafic en magasin ; dans les grandes villes, la technologie numérique investit les magasins pour attirer une clientèle hyper connectée.

D'autres nouvelles tendances se dessine avec, par exemple, la personnalisation des produits, de la coque de téléphone à la voiture en passant par les chaussures.

L'interview

Damien Bernier - Dirigeant de l'épicerie Lila à La Chapelle de Brain

Comment vous est venu l'idée d'ouvrir une épicerie en milieu rural ?

Auparavant, j'étais directeur adjoint d'une grande surface à Rennes et cela m'obligeait à rester sur place en semaine. A la naissance de ma fille, j'ai eu envie de travailler près de chez moi. L'épicerie de mon village était alors fermée et sans repreneur. Une étude de marché m'a permis de me rendre compte que le projet était viable. J'ai donc décidé de la rouvrir en 2013. J'ai tout de suite fait le choix de ne pas être franchisé afin, par exemple, de pouvoir choisir mes propres produits. Après 3 ans de fonctionnement, la viabilité est confirmée : je vais pouvoir pérenniser un poste et embaucher de manière permanente un salarié pour me concentrer sur le développement de la boutique.

Comment vous démarquez-vous des grandes surfaces et des systèmes de e-commerce et de drive ?

Mes clients continuent à faire leurs « grosses courses » dans les grandes surfaces. Ils utilisent ou non le drive qui a l'avantage de permettre au client d'avoir ses commandes directement glissées dans leur coffre. Mais le choix est réduit : d'une part, cette solution ne permet pas de choisir ses produits frais, et d'autre part, sont surtout proposées les marques des grandes surfaces. De mon côté, je note que ma clientèle (et ce n'est pas le cas dans toutes les épiceries de campagne) ne voit aucun inconvénient bien au contraire elle y trouve des avantages... Même si le panier moyen reste très variable, mes clients savent qu'ils vont pouvoir choisir des produits que j'ai souhaité accessibles en terme de prix et de qualité et, petit plus du commerce de proximité, que leur accueil sera personnalisé. Car c'est là tout l'intérêt du commerce de proximité, d'autant plus en milieu rural !

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié recouvre les Communautés de communes des Pays de :

- La Gacilly ;
- Grand-Fougeray ;
- Redon.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond au secteur du commerce tel que délimité dans la Nomenclature d'Activités Française (NAF) datant de 2008. Celle-ci regroupe l'ensemble des structures ayant un code NAF compris entre 4511Z et 4799B dans la section G (Commerce ; Réparation d'automobiles et de motocycles). Cette nomenclature classe les activités d'artisanat de production que sont la charcuterie, la boulangerie, la pâtisserie, etc. dans le secteur de l'industrie car l'activité de fabrication l'emporte sur celle de revente en l'état de marchandises. Elles ne sont donc pas incluses dans cette fiche.



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont disponibles sur www.medefi.fr



Bâtiment et travaux publics



Chiffres clés du secteur



610 établissements



des établissements du territoire
10% en Bretagne



entre 2009 et 2014
(établissements employeurs)
-7% en Bretagne



1 325 salariés



des salariés (hors agriculture) du territoire
9% en Bretagne



entre 2009 et 2014
-7% en Bretagne

Sources : REE - SIRENE 2014 et Accos Unistatis 2009-2014

Des signes de reprise pour un secteur fragilisé

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics fait référence à deux grands types d'activité :

- d'une part le Bâtiment, avec la construction d'édifices et leur aménagement, restauration ou démolition ;
- et d'autre part les Travaux Publics, avec la construction d'infrastructures (routes, ponts, tunnels, canalisations) et d'ouvrages d'art (ponts, barrages, etc.)

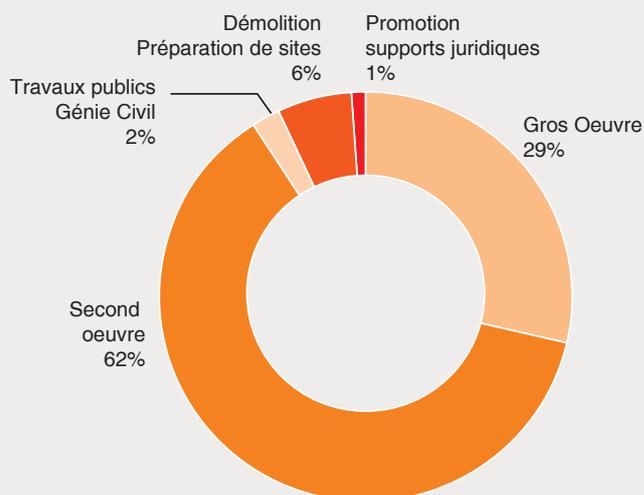
Au début des années 2000, le secteur du Bâtiment connaît une croissance très positive, grâce à une demande importante de travaux neufs et de rénovation, que ce soit de la part de maîtres d'ouvrage publics ou privés.

Néanmoins, en 2008, cette dynamique est stoppée par la crise économique et financière. Dès 2009 et dans les années qui suivent, la situation du secteur s'est détériorée, avec pour conséquence une forte diminution du nombre d'emplois salariés et du nombre d'établissements du secteur. Parmi ces derniers, les artisans ont un peu mieux résisté à la crise que les entreprises de plus de 20 salariés. Le Pays de Redon - Bretagne Sud a particulièrement souffert de ce contexte économique : environ 12% d'établissements en moins et perte de près de 320 postes salariés.

En 2009, la création du régime de l'auto-entrepreneur vient influencer fortement le nombre d'établissements du secteur. Sur le territoire, la création d'activité s'accroît dans le secteur et, les 3/4 des créations se font désormais sous ce régime.

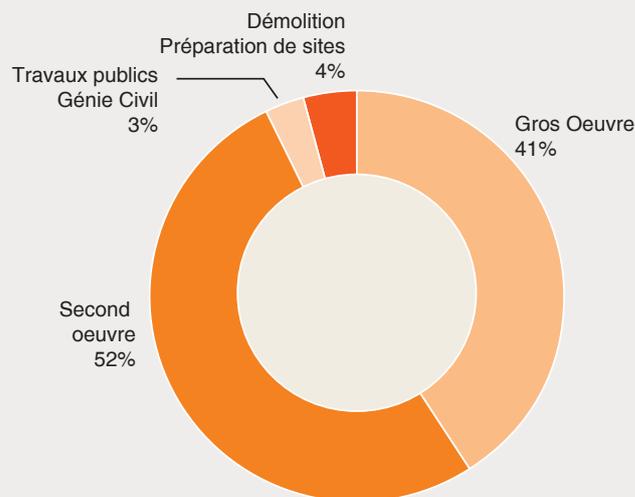
Depuis 2015, la reprise de la mise en construction de logements neufs et l'augmentation des travaux de rénovation et d'amélioration (notamment liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale des constructions existantes) laissent entrevoir une augmentation du nombre de salariés à l'horizon 2019.

Répartition des établissements par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Répartition des salariés par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Les TPE et PME du bâtiment emploient plus de 1000 salariés sur le territoire

610 établissements relèvent du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Quasiment les 2 tiers d'entre eux appartiennent à la catégorie du second oeuvre, c'est-à-dire les travaux d'aménagement ou d'équipement des constructions (isolation, couverture, menuiserie, plomberie, électricité, peinture, revêtement des sols, etc.). Les travaux de gros oeuvre (29% des établissements du secteur en Pays de Redon - Bretagne Sud) correspondent à la construction de l'ossature du bâtiment et tout ce qui garantit sa solidité (murs porteurs, plancher, charpente, etc.).

Les établissements de ce secteur sont des petites structures :

- près de 60% des établissements n'emploient pas de salarié ;
- 34% emploient entre 1 à 9 salariés ;
- seuls 7% emploient entre 10 et 49 salariés.

En 2014, ces établissements regroupent 1 325 postes salariés (soit 8% des postes salariés, hors agriculture du territoire).

Le secteur du Bâtiment emploie une main d'oeuvre essentiellement ouvrière (environ les 3/4 des effectifs en Bretagne), dont la quasi-totalité sont des agents de production (maçon, menuisier, peintre, couvreur, électricien, chauffagiste, etc.). Les maçons représentent un ouvrier de production sur quatre.

Le nombre de postes a fortement diminué depuis 2009 (moins 19% en l'espace de 5 années). Toutes les activités n'ont pas été touchées de la même manière. Ainsi, les activités de second oeuvre relevant des travaux en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale (menuiserie, isolation, etc.), boostées par les crédits d'impôts accordés, ont été moins touchées que d'autres activités.

Les établissements du territoire qui emploient 20 salariés et plus

Etablissement	Activité	Tranche d'effectif	Localisation
La Maison Dubois	Travaux de charpente	20 à 49 salariés	Sixt-sur-Aff
Le Chêne Constructions		20 à 49 salariés	La Gacilly
Soc. Redonnaise de Refabrication	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	20 à 49 salariés	St-Nicolas-de-Redon
Constructions Bâtiments Immobiliers		20 à 49 salariés	St-Nicolas-de-Redon
Constructions Générales du Bâtiment		20 à 49 salariés	Ste-Marie
Société exploitation Ateliers Fontaine	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	20 à 49 salariés	Grand-Fougeray
EURL Letournel	Travaux de peinture et vitrerie	20 à 49 salariés	La Gacilly
Société Ouest Plâtrerie Isolation	Travaux de plâtrerie	20 à 49 salariés	St-Nicolas-de-Redon
SARL Frangeul	Travaux de revêtement des sols et des murs	20 à 49 salariés	St-Just
Tual Etrillard		20 à 49 salariés	Redon
Pigeon TP Loire Anjou	Travaux de terrassement courants	20 à 49 salariés	Ste-Marie
Roquet	Travaux d'installation d'eau et de gaz	20 à 49 salariés	Redon
Gergaud Industrie	Travaux d'installation électrique	20 à 49 salariés	Redon

Source : SIRENE 2016

Une offre de formation de proximité diversifiée

Le secteur du Bâtiment offre un large panel de typologie de métiers. Si sur les chantiers, les ouvriers sont majoritaires, on retrouve, à la tête des équipes, des chefs de chantiers et des conducteurs de travaux.

Les divers objectifs liés à la performance énergétique et à la qualité sanitaire et environnementale (en lien avec les lois Grenelle) ont un impact sur les métiers du Bâtiment. Ainsi, le contrôle des constructions (en particulier de leurs caractéristiques thermiques) implique des connaissances techniques (pour supprimer les ponts thermiques, garantir l'étanchéité à l'air et maîtriser des techniques de pose). La capacité d'auto-contrôle des professionnels devient ainsi cruciale pour garantir la performance énergétique des bâtiments. L'ensemble des corps de métiers étant fortement liés pour parvenir à atteindre de bonnes performance énergétique de la construction, les professionnels doivent impérativement avoir des compétences dans le «faire ensemble». Dans les années à venir, la fonction de coordinateur de travaux devrait également prendre de l'ampleur. Sur Redon, les organismes de formation ont intégré ces indispensables évolutions dans leur offre de formation.

Par ailleurs, la transition numérique va également influencer l'évolution des métiers dans les années à venir. Le développement du numérique dans le secteur du Bâtiment va permettre notamment une meilleure organisation du travail, de fluidifier la circulation de l'information sur le chantier, et ainsi de gagner en efficacité et en qualité de travaux. Les salariés devront ainsi, de plus en plus, développer des compétences informatiques.

Source : Cellule Economique de Bretagne

Les principaux types de métiers

Métiers du Bâtiment

Carreleur - Charpentier bois - Charpentier métallique - Constructeur en béton armé - Couvreur - Conducteur d'engins
Conducteur de poids lourds - Electricien
Etancheur - Grutier - Maçon - Menuisier
Monteur en installations thermiques et climatiques - Peintre - Plâtrier - Plombier
Serrurier - Métallier - Solier moquetiste
Tailleur de pierre



Métiers des Travaux Publics

Canalisateur - Charpentier métallique
Constructeur de routes - Constructeur de voirie urbaine - Conducteur de poids lourds
Conducteur d'engins - Constructeur en ouvrage d'Art - Electricien - Etancheur
Grutier - Mécanicien d'engins de chantier
Monteur de réseaux électriques - Monteur de lignes caténares



Métiers techniques et de conception

Technicien géomètre topographe -
Technicien études, métrés, devis
Technicien méthodes - Technicien qualité, sécurité, environnement (QSE)



Métiers liés à l'encadrement de chantier et à la gestion d'entreprise

Assistant de gestion de PME - Chargé d'affaires - Chef d'atelier - Chef de chantier
Conducteur de travaux - BIM Manager



Source : www.metiers-btp.fr

Les formations diplômantes dans ce secteur sur le territoire

Titre du diplôme	Niveau	Lieu de formation	Type de formation
CAP Maçon	5	Lycée Beaumont - Redon	initiale
	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Menuisier Fabricant menuiserie, Mobilier et agencement	5	Lycée Beaumont - Redon	initiale
CAP Carreleur	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Couvreur	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Plâtrier - plaquiste	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Electricien	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Constructeur Bois	5	GRETA - Redon	professionnelle
CAP Installateur thermique	5	GRETA - Redon	professionnelle
Maçon en éco-construction	5	Noria et Cie - St-Nicolas-de-Redon	professionnelle
Bac Pro Technicien Menuisier Agenceur	4	Lycée Beaumont - Redon	initiale
Bac Pro Technicien Constructeur Bois	4	Lycée Beaumont - Redon	initiale
Conducteur de projet en éco-construction et bio-climatisme	3	Noria et Cie - St-Nicolas-de-Redon	professionnelle

Source : MEDEFI - enquête auprès des établissements d'enseignement (2015)

Les principales évolutions du secteur

Depuis plusieurs décennies, le secteur du bâtiment doit tenir compte des exigences réglementaires et sécuritaires toujours en évolution, notamment pour les travaux de rénovation et d'amélioration énergétique. Les professionnels doivent proposer des solutions techniques adaptées aux normes en vigueur, avec des labels et qualifications adaptés : RT2012-horizon 2020, Label Haute Performance Energétique (HPE), Mention Reconnu Garant de l'Environnement (RGE), dispositif FEEBat, management des processus Qualité Sécurité et Environnement (QSE)...

Aujourd'hui, les dernières évolutions exigent désormais une prise en compte du bâtiment dans sa globalité en y intégrant les notions du cycle de vie (construction, déchets, utilisation et gestion du bâtiment, évolutions, maintenance, déconstruction, empreinte écologique des matériaux...).

On assiste également à une transition numérique : la dématérialisation et le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifient, par exemple, les démarches des entreprises dans leurs réponses aux appels d'offres. Le BIM (Bâtiment et Informations Modélisés) est représentatif de cette transition. Véritable source de données, le BIM est une maquette collaborative et évolutive des composants techniques du projet qui permet une optimisation de la gestion du bâtiment : études de la performance des matériaux, des flux, des coûts, de l'utilisation du bâtiment... De même que la modélisation des données d'un bâtiment capitalise les informations liées aux projets de construction, elle permet également d'identifier et de rassembler l'ensemble des étapes du processus de construction et au-delà. Le BIM est ainsi une maquette en phase d'émergence et d'étude. Pendant le chantier c'est un lien entre les entreprises qui permet, entre autre, l'optimisation des échanges entre professionnels. Et enfin, pendant la vie du bâtiment, c'est un outil pour l'audit, la maintenance et la gestion.

Modernisation de la filière et montée en compétences des professionnels sont ainsi des enjeux de taille pour les entreprises du secteur du Bâtiment (dont une majorité de TPE).

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié recouvre les Communautés de communes des Pays de :

- La Gacilly ;
- Grand-Fougeray ;
- Redon.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond au secteur de la construction tel que délimité dans la Nomenclature d'Activités Française (NAF) datant de 2008. Celle-ci regroupe l'ensemble des structures ayant un code NAF compris entre 4110A et 4399E dans la section F (Construction). Cette nomenclature classe les activités de construction générale et de construction spécialisées pour les bâtiments et le génie civil dans ce secteur.

L'interview

Pierre-Yves LEGRAND, NOVABUILD (Centre de ressources de la construction durable des Pays de la Loire)

Quelles sont les principales évolutions que ce secteur a connues ?

Ce n'est pas un hasard si la construction est en ligne de mire des politiques environnementales. Elle représente 42% de la consommation énergétique de notre pays, plus d' 1/3 de l'émission de gaz à effet de serre. Nous devons tous agir pour améliorer la performance environnementale de nos bâtiments. C'est une action collective qui ne peut réussir qu'en rassemblant tous les acteurs. Ce qui rejoint le 2^{me} mouvement : la révolution digitale. Au-delà des gains de productivité qu'elle autorise, les outils qui se mettent en place (comme le BIM et la maquette numérique) vont faciliter le travail collaboratif.

L'ensemble des entreprises de la construction vont subir l'impact de ces deux transitions, chacune à son niveau. Le mouvement est profond et peut faire bouger des lignes. Nous devons donc être vigilants pour accompagner les entreprises, leur fournir une veille permanente, un échange de bonnes pratiques, valoriser des réalisations exemplaires, accompagner les innovations sous toutes leurs formes, etc. Ce travail est réalisé par Novabuild sur les Pays de la Loire.

Même si les métiers sont très différents dans ce secteur, y a-t-il des compétences à développer ou à avoir ?

Certains pensent que des « métiers verts » vont venir se substituer aux métiers d'aujourd'hui. Nous pensons plutôt que ce sont les métiers actuels qui vont se spécialiser, s'ouvrir à de nouvelles techniques. La formation continue est donc primordiale.

En ce qui concerne la digitalisation, nous pensons que tous les métiers du bâtiment seront concernés dans la décennie. Ce n'est pas une mode. Le mouvement sera massif, global, continu, et sans retour possible. Les entreprises ont déjà bien avancé, mais celles qui voudraient faire une pause seront en difficulté tôt ou tard. Les demandes de compétences à développer en ce sens devront être examinées avec bienveillance.



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont disponibles sur www.medefi.fr

Financeurs

UNION EUROPÉENNE
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage
en Bretagne

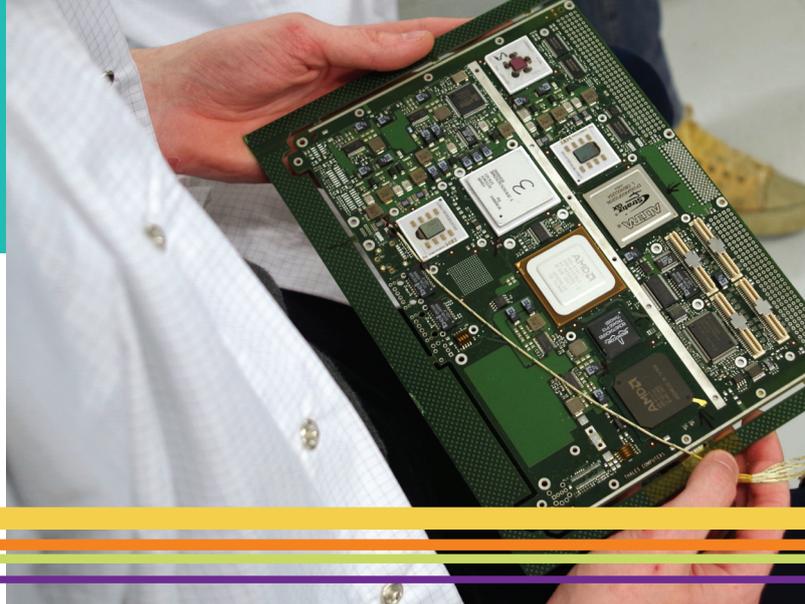


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Région
BRETAGNE

Avec le Fonds social européen



Industrie

Chiffres clés du secteur



405 établissements



des établissements
du territoire
6% en Bretagne



entre 2009 et 2014
(établissements employeurs)
-4% en Bretagne



5 300 salariés



des salariés (hors
agriculture) du
territoire
22% en Bretagne



entre 2009 et 2014
-3% en Bretagne

Sources : REE - SIRENE 2014 et Accos Unistatis 2009-2014

Un secteur structurant pour le territoire

L'industrie désigne les activités de production liées à la transformation de matériaux, substances ou composants au moyen de machines et/ou de processus plus ou moins sophistiqués. L'assemblage de ces matériaux est aussi inclus dans l'activité industrielle. Elle regroupe l'industrie agro-alimentaire, l'automobile, la chimie, la métallurgie, la sidérurgie, l'électronique, etc.

On parle de sous-traitance industrielle pour l'opération par laquelle un client (le donneur d'ordre) demande à une autre entreprise (le sous-traitant) de réaliser des services ou produits spécifiques. Le donneur d'ordre est responsable de la commercialisation finale du produit.

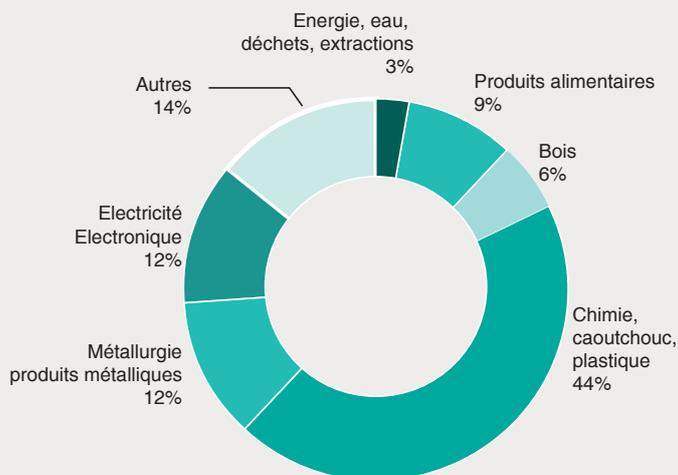
Les activités industrielles occupent une place prépondérante dans l'économie nationale et régionale, malgré la crise économique et financière de 2008 qui a beaucoup affecté certains secteurs comme la sidérurgie, l'industrie automobile, les chantiers navals, entraînant des disparitions de postes et des fermetures de sites.

En Pays de Redon - Bretagne Sud, l'industrie est historiquement très présente. On notera ainsi la présence de groupes internationaux de renom tels que Yves Rocher, BIC, Faurecia...

Les activités industrielles sont principalement tournées vers la sous-traitance industrielle (Faurecia, Asteelflash, Chatal) et la production. Les difficultés du secteur automobile ont fragilisé l'architecture globale de l'emploi du territoire, notamment en raison de la fermeture de sites à Saint-Nicolas-de-Redon (Faurecia) ou encore à Guipry (Lear) ou Redon (Siebret).

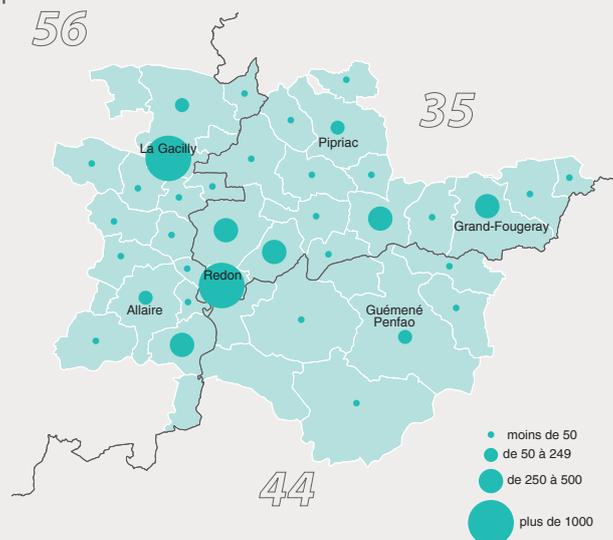
Les entreprises industrielles qui maintiennent et développent leurs activités misent sur l'innovation, la haute spécialisation et la qualité pour se différencier et être compétitives.

Répartition des effectifs salariés par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Répartition des salariés par commune



Source : REE - SIRENE 2014

Un secteur qui se renouvelle

Les établissements du secteur de l'industrie représentent 7% des établissements du territoire et regroupent 31% des emplois salariés (hors agriculture) du territoire. Il s'agit du secteur qui regroupe le plus d'emplois salariés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. Contrairement à d'autres territoires bretons, ce n'est pas l'industrie agro-alimentaire qui prédomine : l'industrie chimique et la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique est largement majoritaire (elle concentre 44% des postes salariés).

Les raisons en sont :

- la présence d'un grand groupe de l'industrie chimique (Yves Rocher) dont plusieurs établissements sont présents sur le territoire ;
- la présence d'un sous-traitant de l'automobile - Faurecia Intérieur Industrie (fabrication de planches de bord et de panneaux de portes).

Depuis 2009, le secteur de l'industrie a dû faire face à la fermeture de 16 établissements employeurs. Entre 2010 et 2014, 430 postes ont été supprimés, perte que la création de 210 postes entre 2009 et 2010 n'a pas pu contrebalancer. Le territoire a ainsi perdu 220 postes en 5 ans. En cause, la fermeture de Faurecia Siebret et de Lear (équipementiers automobiles) et les difficultés du secteur de la fabrication de produits électroniques (cession de TES Electronic solutions et fermeture du site d'Asteelflash à Sainte-Marie).

Néanmoins, d'autres catégories d'activité ont fait état d'une meilleure santé. C'est le cas par exemple des activités relevant de la métallurgie et de la fabrication de produits métalliques (création de 80 postes entre 2009 et 2014), une tendance dont découle notamment l'installation d'un centre de formation dédié au traitement de surface en 2016, Tech'Surf.

Les principaux établissements du territoire (répartition selon les effectifs salariés)

Établissement	Activité	Tranche d'effectif	Localisation
Laboratoire biovégétale Yves Rocher	Industrie chimique	500 à 999 salariés	La Gacilly (Croix des Archers)
Laboratoire biovégétale Yves Rocher	Industrie chimique	500 à 999 salariés	La Gacilly (Les Villes Jeffs)
Faurecia Intérieur Industrie	Fab. de prod. en caoutchouc et en plastique	200 à 499 salariés	Bains-sur-Oust
Société du briquet jetable 75	Fabrication d'autres produits industriels	200 à 499 salariés	Redon
Laboratoire biovégétale Yves Rocher	Industrie chimique	200 à 499 salariés	Rieux
Asteelflash Atlantique	Fabrication d'équipements électroniques	200 à 499 salariés	Langon
AFC	Métallurgie	200 à 499 salariés	Redon

Source : SIRENE 2016

Les métiers de l'industrie changent !

Peu connus, les métiers de l'industrie souffrent d'une mauvaise image qui ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Ces métiers, ouverts à tous les niveaux de compétences, ont bien évolué avec la technologie. Bien que de nombreux postes d'opérateurs peu qualifiés (niveau CAP) soient recherchés, ces offres d'emplois sont de moins en moins nombreuses. Aujourd'hui, avoir un bac professionnel est devenu le sésame minimum pour intégrer ce secteur.

Les industriels recrutent de plus en plus des apprentis. On les retrouve aussi bien sur des postes d'opérateurs, de techniciens ou encore d'ingénieurs.

Si les compétences techniques et technologiques sont recherchées par les recruteurs, d'autres compétences comme l'aptitude au travail en équipe ou le goût pour l'innovation sont également attendues.

Le Pays de Redon dispose d'une offre de formation accessible à tous niveaux et qui s'enrichit avec notamment la création de nouvelles formations dédiées aux traitements des matériaux et des surfaces à Saint-Nicolas-de-Redon (Bac Pro et BTS depuis septembre 2016 ; Licence Professionnelle à venir).

Les principaux types de métiers



Métiers de la conception

Chef de produit industriel, ingénieur d'affaires, ingénieur d'étude, ingénieur électricien, ingénieur électrotechnicien, ingénieur en informatique industrielle, ingénieur en mécanique, ingénieur génie industriel, concepteur en système mécanique, dessinateur industriel, concepteur numérique



Métiers de la production

Peintre en revêtement industriel, pilote de production, technicien en productique, soudeur, technicien en informatique industrielle, qualificateur, monteur en isolation thermique automatique, électricien, électrotechnicien, mécanicien sur machines tournantes, opérateur régleur en productique, technicien de maintenance industrielle...



Métiers de la vente

Acheteur industriel, métiers de la vente, du marketing et de la communication



Métiers liés à l'encadrement

Directeur de production, directeur de site industriel, responsable d'atelier de production, coordinateur de production, chargé de gestion technique des bâtiments industriels et tertiaires, technicien qualité

Et aussi : les métiers de l'administration, de la comptabilité, du droit industriel, des ressources humaines, de la logistique

Les formations diplômantes dans ce secteur sur le territoire

Niv.	Titre du diplôme	Lieu de formation	Type
5	CAP Aéronautique option Structure	Lycée Marcel Callo	initiale
5	Conducteur(trice) de systèmes de production automatisée	CLPS Redon	prof.
5	Soudeur(se)	CLPS Redon	prof.
5	Soudeur(se)	AFPI DIAFOR	prof.
4	Bac Pro Aéronautique, option structure	Lycée Marcel Callo	initiale
4	Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements communicants	Lycée Marcel Callo	initiale
4	Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels	Lycée Marcel Callo	initiale
4	Bac Pro MEI (Maintenance des Equipements Industriels)	Lycée Beaumont	initiale
4	Bac Pro Technicien d'Usinage	Lycée Marcel Callo	initiale
4	Technicien(ne) de production industrielle	CLPS Redon	prof.
4	Bac pro Traitement de surface	Tech'Surf - CFAI Bretagne	init. / prof
3	BTS CRSA (Conception et Réalisation de Systèmes Automatiques)	Lycée Beaumont	initiale
3	BTS Electrotechnique	Lycée Marcel Callo	initiale
3	BTS Industrialisation des Produits Mécaniques	Lycée Marcel Callo	initiale
3	BTS Maintenance des Systèmes	Lycée Marcel Callo	initiale
3	BTS Traitement des matériaux	Tech'Surf - CFAI Bretagne	init. / prof
2	Licence pro Mécatronique. Parcours PASTEL	Campus E.S.P.R.I.T. Industries	init. / prof
2	Licence pro Mécatronique. Parcours ISAR	Campus E.S.P.R.I.T. Industries	init. / prof
2	Licence pro Energie et génie climatique, parcours Maintenance et éco-technologie	Campus E.S.P.R.I.T. Industries	init. / prof
2	Licence pro Management des risques industriels en industrie agro alimentaire	ISSAT	init. / prof
2	Licence pro Technologies des surfaces (sept. 2017)	Tech'Surf - CFAI Bretagne	init. / prof

Les principales évolutions du secteur

Les activités industrielles se sont profondément transformées ces dernières décennies. L'essor des technologies de l'information et de la communication est à l'origine de la troisième révolution industrielle, débutée dans les années 70. Comme toute révolution, elle a été accompagnée par des transformations des modes de production et des modes d'organisation, méthodes où contrôle qualité, polyvalence et production « juste-à-temps » prennent le pas.

Aujourd'hui, le secteur industriel poursuit sa mutation. L'automatisation et la numérisation des outils de production s'accroissent, entraînant des modifications des modes de communication, de management et de collaboration. S'y ajoutent les défis liés à la mondialisation et aux contraintes environnementales qui invitent le secteur à monter en gamme. Elle suppose la modernisation de l'appareil de production et une montée en compétences des salariés. Les compétences ne s'acquièrent plus uniquement sur les « bancs de l'école », mais tout au long de la carrière.

De nouveaux outils numériques, comme la réalité augmentée, les imprimantes 3D ou les terminaux mobiles, prennent de plus en plus de place au sein de l'industrie : on parle d'usine connectée ou encore d'industrie 4.0... Cette mutation devrait impliquer une production encore plus flexible, une traçabilité poussée des produits, l'augmentation de la tendance à personnaliser les produits en fonction des clients ou encore l'optimisation des consommations énergétiques...

En lien avec ces mutations, la tendance à la délocalisation des usines s'atténue et commence à faire place à la relocalisation. Cela concerne surtout la production à haute valeur ajoutée ou de produits de luxe, mais s'étend aussi petit à petit aux autres secteurs industriels.

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié recouvre les Communautés de communes des Pays de :

- La Gacilly ;
- Grand-Fougeray ;
- Redon.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond au secteur de l'industrie tel que délimité dans la Nomenclature d'Activités Française (NAF) datant de 2008. Celle-ci regroupe l'ensemble des structures ayant un code NAF compris entre 0510Z et 3900Z dans les sections :

- B : industries extractives
- C : industrie manufacturière
- D : production et distribution de gaz, d'électricité, de vapeur et d'air conditionné

L'interview

Fabien Boisbras - Chargé de mission à l'ORCI

Quel est le rôle de l'ORCI ?

L'Observatoire Régional des Compétences Industrielles (ORCI) a été mis en place en 2012 dans le cadre d'un partenariat entre l'UIMM Pays de la Loire, l'IRT Jules Verne, l'État et le Conseil Régional des Pays de la Loire. Sa vocation est de fournir aux acteurs de l'emploi et de la formation des données fiables et des constats partagés sur l'évolution de l'emploi et des compétences dans le champ industriel, aux moyens d'études et/ou d'enquêtes réalisées auprès des industriels.

Quelles sont les principales évolutions à venir du secteur ?

Si l'industrie est un ensemble regroupant une large diversité d'activités, on observe dans les régions Bretagne et Pays de la Loire de fortes spécialisations sectorielles : dans l'agroalimentaire (principalement la transformation industrielle de viande, la fabrication de produits boulangers, laitiers et de plats préparés), les industries navale et nautique, la sous-traitance en fabrication de produits mécaniques, la plasturgie, ou encore la fabrication de cartes électroniques assemblées. L'évolution de ces différentes activités est hétérogène car elles ne sont pas toutes exposées aux mêmes dynamiques macro-économiques : l'agroalimentaire découle pour beaucoup de la demande intérieure quand la fabrication de matériels de transport répond à une demande de plus en plus mondialisée. Dans le grand Ouest, la métallurgie et la plasturgie ont de leur côté la particularité d'être très liées à l'activité du bâtiment et des travaux publics. Un constat est commun à l'ensemble des entreprises du secteur : le renouvellement des salariés (lié au vieillissement de la pyramide des âges) est un enjeu encore plus important que pour les autres secteurs de l'économie, puisqu'il est couplé à une forte montée des compétences, dans une industrie qui a connu (et continuera à connaître) de très importantes évolutions technologiques.



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont disponibles sur www.medefi.fr

UNION EUROPÉENNE
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage
en Bretagne



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Région
BRETAGNE

Financeurs

Avec le Fonds social européen

Services aux entreprises



Chiffres clés du secteur



450 établissements



des établissements
du territoire
10% en Bretagne



entre 2009 et 2014
(établissements employeurs)
+8% en Bretagne



1 600 salariés



des salariés (hors
agriculture) du
territoire
22% en Bretagne



entre 2009 et 2014
+7% en Bretagne

Sources : REE - SIRENE 2014 et Accos Unistat 2009-2014

Un secteur (encore ?) peu développé

Le secteur des services aux entreprises est un secteur complexe dans la mesure où il regroupe un grand nombre d'activités très différentes. L'ensemble de ces entreprises ont pour point commun de réaliser des activités ou de produire des services qui sont à destination d'autres entreprises. En règle générale, les entreprises, et notamment celles relevant du secteur de l'industrie, ont tendance à externaliser certaines activités, telles que :

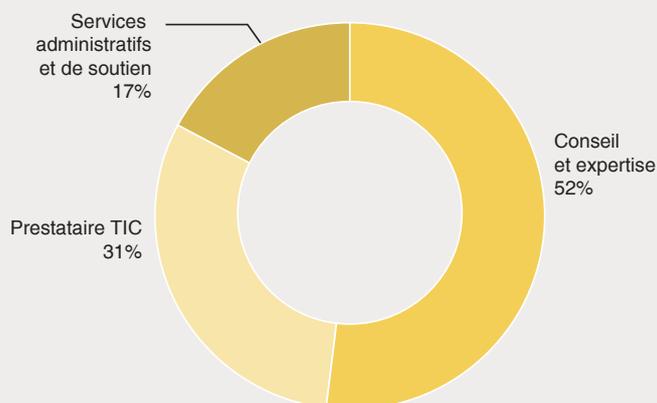
- les activités juridiques ou comptables, d'études ou d'enquêtes, de contrôle ou encore de mise à disposition de personnes (intérim) et formation, il s'agit des activités de conseil et d'expertise ;
- les prestations de la technologie, de l'information et de la communication ou « Prestataires TIC » ;
- les services opérationnels de nettoyage, sécurité, locations diverses.

Alors que ce secteur se porte plutôt bien au niveau régional, avec l'augmentation à la fois du nombre de structures et du nombre de salariés, le secteur des services aux entreprises peine à se développer sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. Depuis 2009, le nombre d'établissements employeurs a ainsi diminué de 8% et le nombre de salariés de 19%.

Plusieurs raisons en sont sans doute à l'origine :

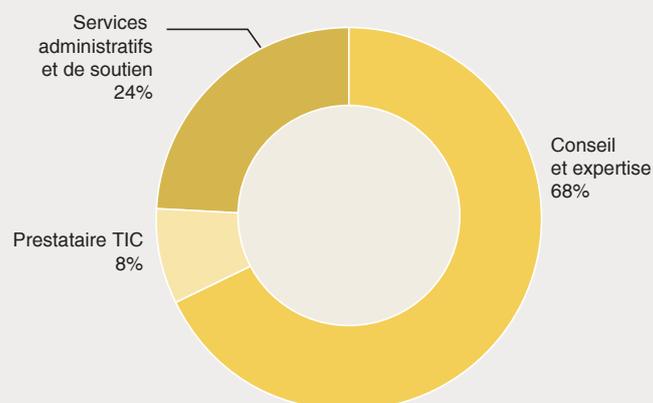
- les grandes entreprises du territoire ont développé leurs propres filiales ou services ;
- les entreprises du territoire ont peu recours à la prestation (en raison de leur nature (site de production rattaché à un groupe) ou par manque d'habitude, de moyens) ;
- les métropoles voisines captent les compétences (c'est le cas notamment du bassin nazairien qui attire les intérimaires grâce à des salaires plus attractifs).

Répartition des établissements par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Répartition des salariés par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Un réseau de petites structures

Seuls 27% des établissements du secteur emploient des salariés. Dans la catégorie des prestataires de la technologie de l'information et de la communication, ce ratio descend à 11%. Sur le territoire, ce secteur se caractérise donc par la présence d'indépendants et de très petites structures.

Les activités de conseil et de services concentrent le plus d'emplois du secteur. La part la plus importante relève des agences d'emploi qui ont connu une importante diminution du nombre de salariés ; viennent ensuite les activités qui relèvent de l'audit, comptabilité, gestion et droit.

La moitié des structures de prestation de la technologie de l'information et de la communication (prestataires TIC) du territoire exercent des activités relevant du champ du numérique, tant dans la réparation d'appareils, que dans la programmation, le conseil, la création de sites internet *etc.*

En ce qui concerne les activités de services administratifs et de soutien, on observe des dynamiques très variables

selon les domaines :

- Les activités de nettoyage bénéficient d'une bonne dynamique au plan national : l'externalisation de ces activités est une tendance continue. Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, ces activités représentent environ 90 emplois pour 11 établissements. Le nombre d'emplois a progressé de +44% en 5 ans. Il s'agit d'activités où il y a, en règle générale, un fort turn over, avec beaucoup de temps partiels, des horaires parfois décalés. Les métiers qui y sont liés peuvent souffrir d'une image négative.
- Du côté des activités de sécurité, en 2016, on ne compte plus qu'une structure non employeuse. 25 postes ont ainsi disparu depuis 2009.
- Un centre d'appel s'est installé en 2012 à Redon. En 2014, il comptait 57 postes salariés.
- Les activités administratives (facturation, services de courrier, préparation de documents...) ont, quant à elles, perdu 150 postes depuis 2009.

Les principaux établissements du territoire (répartition selon les effectifs salariés)

Établissement	Activité	Tranche d'effectif	Localisation
Stanhomes France	Activités de conditionnement	50 à 99 salariés	La Gacilly
Meilleur contact@35	Activités de centres d'appels	50 à 99 salariés	Redon
IHP Services	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	20 à 49 salariés	Redon
COGEDIS	Activités comptables	20 à 49 salariés	Redon
CRENO	Services administratifs combinés de bureau	20 à 49 salariés	Rieux
Inter'activ	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	20 à 49 salariés	Redon
Adrexo	Activités des agences de publicité	20 à 49 salariés	Sainte-Marie
Guillemot administration et logistique	Activités de conditionnement	20 à 49 salariés	Carentoir
UBISOFT International	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	20 à 49 salariés	Carentoir
JC logistique	Autres activités de soutien aux entreprises	20 à 49 salariés	Rieux
Les primevères	Activités de conditionnement	20 à 49 salariés	La Gacilly

Source : SIRENE 2016

Des métiers pour tous les goûts

En raison de la grande diversité des domaines d'activité, le secteur des Services aux entreprises offre une grande variété de métiers pouvant être accessibles sans formation jusque des formations de niveau Bac+5 et plus. Ces métiers peuvent faire appel à des compétences très différentes : travail en équipe ou en autonomie, travail des chiffres ou travail de créativité ou encore manuel, *etc.*

Avec le numérique, de nouveaux métiers apparaissent (community manager par exemple) et de manière générale de nombreux métiers évoluent.

Sur le territoire, l'offre de formation est principalement tournée vers les métiers administratifs d'une part, et vers des métiers spécialisés comme le management des risques industriels, ou le développement d'affaires industrielles.

Les principaux types de métiers



Métiers des ressources humaines

Chargé(e) de ressources humaines - consultant(e) en recrutement - responsable d'agence d'intérim - contrôleur(euse) de gestion sociale - responsable de formation...



Métiers de la comptabilité

Expert(e) comptable - comptable - auditeur(rice) financier - gestionnaire de paie - commissaire aux comptes...



Métiers du droit

Juriste conseil



Métiers de la communication et du numérique

Infographiste - designer - éditeur(rice) - attaché(e) de presse - chargé(e) de relations publiques - community manager - traducteur - web designer...



Métiers de l'informatique

Administrateur(rice) de base de données - développeur(se) informatique - agent de hot line - responsable de sécurité informatique - technicien(ne) imprimante 3D - technicien(ne) de maintenance informatique...



Métiers de la sécurité

Maître chien - agent de prévention et de sécurité - agent secret - agent vérificateur d'extincteur



Métiers de la propreté

Agent de propreté - laveur(se) de vitre - agent d'entretien et de rénovation

Et aussi des métiers scientifiques...

Source : <http://www.cidj.com>

Les formations dans ce secteur sur le territoire

Niveau	Diplôme	Lieu de formation	Type
	Titre Assistant de comptabilité et d'administration	GRETA Redon	Professionnelle
4	BAC Pro Gestion Administration	Lycée Beaumont	Initiale
3	BTS Assistant de manager	Lycée Beaumont	Initiale
3	BTS Services informatiques aux organisations	Lycée Saint Sauveur	Initiale
2	Licence professionnelle Management des risques industriels en industries agroalimentaires	CAMPUS ESPRIT Industries	Initiale / Professionnelle
2	Mastère Chargé d'affaires, de projets industriels et développement à l'international	CAMPUS ESPRIT Industries	Initiale / Professionnelle
1	Mastère Manager de la Supply Chain, Parcours achats collaboratifs stratégiques	CAMPUS ESPRIT Industries	Initiale / Professionnelle

Source : MEDEFI - enquête auprès des établissements d'enseignement (2015)

Les principales évolutions du secteur

En France, le secteur des services aux entreprises a connu un essor important à partir du milieu des années 80. Auparavant, le modèle qui primait était l'entreprise qui gérait l'ensemble de ses activités, quitte à créer des filiales dédiées. Or, dans un contexte de mondialisation, les grandes entreprises se sont retrouvées bloquées par les nombreuses tâches à accomplir et manager, et ont ainsi eu de plus en plus de mal à faire face à la concurrence. Cette évolution a conduit un certain nombre de groupes à changer de stratégie, pour se concentrer plus spécifiquement sur leurs activités essentielles.

Sous-traiter permet aux entreprises par exemple d'être plus réactive : elle peut ainsi se recentrer sur son cœur de métier et son expertise. Sur certaines fonctions, elle peut faire appel à des entreprises spécialisées qui disposeront de l'expérience et/ou de matériels plus modernes ou spécifiques qu'elle n'aurait pas pu avoir en interne parce que trop coûteux. Se faisant, l'entreprise peut ainsi se concentrer sur son cœur de métier et ainsi gagner en productivité.

Cette tendance à l'externalisation va en grandissant. Contrairement aux idées reçues, l'externalisation ne concerne pas (plus) uniquement les grandes entreprises : nombre d'entreprises ont fait le choix de déléguer les fonctions comptable, communication, nettoyage, commercial, administratives, informatique, etc.

L'externalisation, qui concernait surtout à l'origine des services d'appui ponctuels (comme le recours à l'intérim par exemple) ou secondaires (c'est-à-dire qui ne produit pas directement de revenus pour l'entreprise), gagne désormais des fonctions clés ou stratégiques de l'entreprise (marketing, partie de production...).

L'interview

Véronique Grué Capelle - Dirigeante de SolRH

Quel est votre parcours dans le secteur des Services aux entreprises ?

Pendant 10 ans, j'ai été Responsable ressources humaines, en charge du grand ouest, dans un groupe d'ingénierie aux services des entreprises qui compte environ 8000 personnes en France. Puis, j'ai eu envie d'avoir un rôle plus opérationnel, de ne plus être uniquement sur de la stratégie. J'ai donc souhaité monter ma propre activité afin de proposer conseils et formations auprès de PME, et ainsi travailler directement auprès des acteurs de l'entreprise (dirigeants, personnes en charge des ressources humaines, managers et représentants du personnel).

Quel est l'intérêt pour une entreprise de sous-traiter ?

Dans le secteur des RH (Ressources humaines), les entreprises ont recours à des prestataires pour gagner à la fois en expertise et en temps et coût. Côté RH, elles peuvent notamment déléguer certaines activités comme les aspects juridiques, la gestion de la paye, la construction du plan de formation. Depuis plus récemment, les entreprises font également appel à des prestataires pour les accompagner dans la gestion des compétences.

Quelles évolutions de ce secteur sont à prévoir ?

Il est difficile de répondre au global pour un secteur aussi hétérogène... Côté conseil et expertise en RH, on note un besoin nouveau dans l'accompagnement dans les relations sociales au sein de l'entreprise. Une autre demande concerne les nouveaux modes de travail tels que le télétravail : pour le mettre en place, les entreprises sont demandeuses d'accompagnement juridique et technique notamment.

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié recouvre les Communautés de communes des Pays de La Gacilly, Grand-Fougeray et Redon.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond aux activités suivantes :

- Conseil et expertise (*activités juridiques et comptables, conseil pour les affaires, activités d'architecture et des géomètres, recherche et développement, étude de marchés et sondage, activités des agences de travail temporaires, mise à disposition de ressources humaines*)
- Prestataire TIC (*édition de logiciels, production de films institutionnels et publicitaires, télécommunications, programmation informatique, maintenance et gestion d'installation informatique, traitement des données, organisation de salons professionnels, réparation d'ordinateurs*)
- Services administratifs et de soutien (*location de camions et de matériel de transport, activité de sécurité privée, nettoyage des bâtiments, services administratifs, activités des centres d'appel, activités de conditionnement*)



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont disponibles sur www.medefi.fr

Financeurs

UNION EUROPÉENNE
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage
en Bretagne



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Région
BRETAGNE

Avec le Fonds social européen

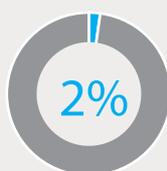
Transport Logistique



Chiffres clés du secteur



110 établissements



des établissements
du territoire
2% en Bretagne



entre 2009 et 2014
(établissements employeurs)
-9% en Bretagne



1 420 salariés



des salariés
(hors agriculture)
du territoire
7% en Bretagne



entre 2009 et 2014
0% en Bretagne

Sources : REE - SIRENE 2014 et Accos Unistatis 2009-2014

Un secteur qui se développe

Le secteur Transport - Logistique regroupe 4 grands types d'activités :

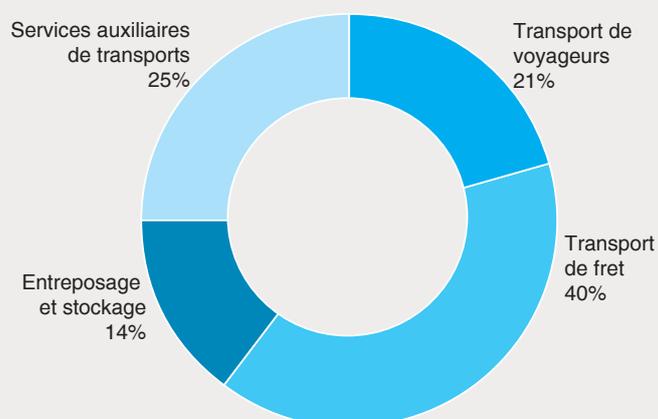
- le transport de voyageur ;
- le transport de fret (marchandise) ;
- l'entrepôt et le stockage ;
- les services auxiliaires.

La logistique concerne les activités qui interviennent généralement entre la production et la distribution : opérations de stockage, entreposage et magasinage, traitement des commandes, emballage, expédition, étude des moyens de transport à utiliser, organisation du trajet...

Avec la mondialisation des échanges commerciaux, le développement du e-commerce et du tourisme, ce secteur ne cesse de se développer, et le Pays de Redon - Bretagne Sud ne reste pas à l'écart de cette tendance.

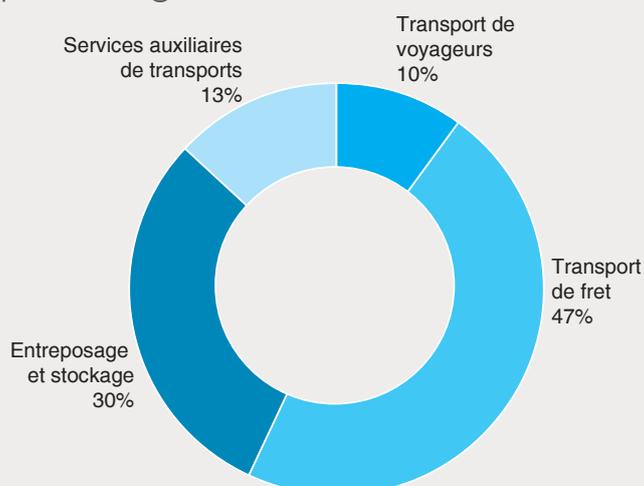
Recevoir chez soi un colis commandé sur internet, solliciter une entreprise de déménagement, prendre le train ou le bus pour se rendre à son travail ou voyager : autant de situations qui nécessitent d'avoir recours à un ou plusieurs moyens de transport. Et les particuliers ne sont pas les seuls concernés. Toutes les entreprises, commerciales ou industrielles, font appel aux professionnels du transport et de la logistique pour acheminer leurs matières premières, expédier leurs produits finis ou gérer leurs stocks. Pour réduire les coûts et gagner en efficacité, beaucoup sous-traitent ces opérations auprès de sociétés spécialisées.

Répartition des établissements par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Répartition des salariés par catégorie d'activité



Source : REE - SIRENE 2014

Les transports de marchandises et l'entreposage en plein essor

110 établissements du territoire relèvent du secteur Transport - Logistique, soit 2% des établissements du territoire, la même proportion qu'en Bretagne.

Néanmoins, la répartition des établissements par catégorie d'activité est très différente de celle observée en Bretagne : en Pays de Redon - Bretagne Sud, le transport de fret prédomine largement (40% des établissements et près de la moitié des emplois) alors qu'au niveau régional, ce sont les activités de transports de voyageurs les plus importantes en termes d'établissements et d'emplois salariés.

Sur le Pays de Redon - Bretagne, le transport de fret connaît une nette augmentation des emplois salariés (+85% en 5 ans, soit plus de 300 emplois supplémentaires), tandis qu'on assiste au regroupement des établissements. Ces établissements sont situés pour la plupart en proximité des grands axes routiers (la 2*2 voies Rennes - Nantes et la 2*2 voies Rennes - Redon).

A contrario, le transport routier de voyageurs a vu disparaître près de 90 emplois. Deux tiers des emplois du transport de voyageurs ont disparu. Ces deux tendances vont à l'inverse des tendances observées au niveau régional.

Les activités d'entreposage et de stockage, particulièrement présentes sur le territoire, représentent 30% des emplois salariés du secteur (quand cette catégorie représente 5% des emplois salariés du secteur en Bretagne). Le nombre d'établissements employeurs de cette catégorie d'activités a augmenté de +50% en 5 ans sur le territoire. Cependant, sur la même période, les emplois salariés ont, quant à eux, diminué de 3% (-15 postes).

Les services auxiliaires des transports (la manutention, le service de messagerie, l'affrètement et l'organisation des transports, les activités de poste et de courrier...) représentent le quart des structures du secteur et environ 12% des emplois, la plupart étant situés dans les bureaux de poste « La Poste ». Il s'agit d'une catégorie d'activités relativement stable depuis 5 ans sur le territoire, alors qu'en Bretagne ces activités sont en diminution.

Les principaux établissements du territoire (répartition selon les effectifs salariés)

Nom entreprise	Activités	Tranche d'effectif	Ville
ITM Logistique alimentaire (Base Intermarché)	Entreposage et stockage	de 200 à 249 salariés	Grand-Fougeray
Laboratoire biologie végétale Yves Rocher	Entreposage et stockage	de 100 à 199 salariés	La Gacilly
SARL Transports Olivier Yvoir	Transport de fret	de 100 à 199 salariés	Pipriac
Transports Massicot	Transport de fret	de 50 à 99 salariés	Sainte-Marie

Source : SIRENE 2016

Des métiers qui évoluent

Les métiers évoluent pour répondre à la mondialisation des échanges, à l'informatisation des process, aux nouveaux modes de consommation et aux exigences environnementales. Si les conducteurs et les manutentionnaires sont toujours très nombreux, le marché de l'emploi est favorable aux jeunes diplômés à tous les niveaux.

Dans ce secteur, la grande majorité des emplois sont des emplois de chauffeurs et d'opérateurs. On trouve également des préparateurs de commandes et caristes, gestionnaires des stocks et responsables d'entrepôts.

Parmi les logisticiens, on trouve également les responsables supply chain qui coordonnent l'ensemble de la chaîne logistique. Gravitent aussi autour de cette chaîne des acheteurs, des responsables d'approvisionnement, des chargés de planning transport, des responsables de flotte, des affréteurs, etc.

Désormais, de nouvelles compétences sont attendues en informatique embarquée, relations commerciales et en éco-conduite (moins consommatrice de carburant).

Ainsi, avec la dimension internationale et le recours à des outils informatiques intelligents, le niveau de qualification pour intégrer le secteur s'est élevé, passant du bac pro au bac + 2 voire +3 (pour les techniciens).

Dans le secteur, neuf salariés sur dix ont un contrat à temps complet (mais cette proportion tombe à 59 % dans le transport routier de voyageurs). Près de 70 % des embauches sont effectuées en CDI.

Sur le territoire, la formation aux métiers de la logistique s'est récemment enrichie avec l'implantation à Redon de CAMPUS ESPRIT Industries et le renforcement des formations de l'ESLI. Les formations proposées sont toutes de niveau supérieur (bac+3 et +).

Les principaux types de métiers



Conducteurs de marchandises et de voyageurs

Conducteur(trice) de poids lourd, conducteur(trice) de bus ou d'autocar, chauffeur de taxi, convoyeur(euse) de fonds, conducteur(trice) de train, livreur, déménageur(euse)...



Logisticiens

Responsable ou directeur(trice) logistique, Supply Chain manager, opérateur(trice), préparateur(trice) de commandes, cariste, gestionnaire des stocks, responsable d'entrepôt, magasinier...



Gravitent aussi autour de cette chaîne : des acheteurs, des responsables d'approvisionnement, des chargés de planning transport, des responsables de flotte, des affréteurs, etc.

Les formations diplômantes dans ce secteur sur le territoire

Niveau	Diplôme	Lieu de formation	Type
2	Bachelor Esli – Supply chain management et logistique	ESLI	pro/initiale
2	Responsable logistique	ESLI	pro/initiale
3	Licence Pro Logistique et pilotage des flux, parcours filière industrie	CAMPUS ESPRIT Industries	pro/initiale
2	Chargé(e) d'affaires, de projets industriels et développement à l'international (CADI)	CAMPUS ESPRIT Industries	pro/initiale
1	Mastère Manager de la Supply Chain Parcours achats collaboratifs stratégiques (ACS)	CAMPUS ESPRIT Industries	pro/initiale

Source : MEDEFI - enquête auprès des établissements d'enseignement (2016). Les diplômes ESLI seront délivrés en 2016 par ESC Rennes et à partir de 2017 par CAMPUS ESPRIT Industries

Les principales évolutions du secteur

Le secteur Transport - Logistique est particulièrement concerné par les obligations environnementales. Le transport est en effet le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France. En 2012, il représentait près de 28% des émissions nationales, dont la majorité (92%) est à attribuer aux transports routiers. Par ailleurs, l'augmentation du prix du pétrole ajoute un enjeu économique : les entreprises cherchent à diminuer les coûts qui y sont liés.

L'ensemble des activités du transport et de la logistique mettent progressivement en place des solutions pour répondre à ces enjeux : utilisation de véhicules utilisant des carburants alternatifs, recours à des transports alternatifs pour une partie des trajets (transport fluvial, ferroutage, livraisons à pied ou en vélo,...). La chaîne logistique se réorganise également, en optimisant les livraisons (regroupement des livraisons, réduction des retours à vide, optimisation des derniers kilomètres).

Ces préoccupations environnementales sont génératrices d'emplois, notamment dans les activités de conseil autour de l'écomobilité. Elles débouchent également sur la création de nouveaux métiers dans les entreprises du transport et de la logistique, tels que responsable environnement ou chargé d'études environnement.

Mais le secteur est surtout affecté par un processus de « verdissement » de la plupart de ses métiers. Les conducteurs (de poids lourds, de taxis, de trains...) doivent notamment acquérir de nouvelles compétences afin de générer des économies en carburant (écoconduite, optimisation des trajets...). Les professionnels de la logistique et du transport de marchandises sont également amenés à mettre en œuvre des processus plus respectueux de l'environnement (traçabilité des marchandises, calcul des émissions de gaz à effet de serre générés par les trajets, diminution et recyclage des emballages...).

L'interview

Laurent Rouxel - Dirigeant de Logilean à Bains-sur-Oust

Quelles sont les activités de Logilean ?

Logilean est une société qui intervient dans le domaine de l'amélioration continue de la chaîne de production et des flux logistiques. A ce titre, nous proposons conseil et formation d'une part, et des prestations logistiques de stockage et de manutention d'autre part.

Nous basons nos méthodes notamment sur le LEAN management. Nous recherchons les conditions de fonctionnement optimales de l'entreprise en améliorant l'ensemble de la chaîne, de la production à la livraison, de façon à lutter contre le gaspillage, mieux maîtriser les délais ou encore mieux gérer les compétences.

Selon vous, quelles sont les principales évolutions de ces 15 dernières années dans le secteur logistique ?

Alors qu'avant les années 2000, la logistique consistait surtout à optimiser les flux au sein de l'entreprise, à partir des années 2000, on a cherché à intégrer et à associer tous les maillons d'une chaîne plus large (clients, fournisseurs). C'est ce qu'on appelle la supply chain.

Plus récemment, la logistique ne s'organise plus au niveau d'une seule entreprise : plusieurs entreprises s'associent pour mutualiser, par exemple, les livraisons de leurs productions. Cela suppose que chaque entreprise est partie prenante et maîtrise parfaitement toutes les étapes préalables.

Enfin, l'explosion de la bulle internet et le développement de certains sites de vente par internet très performants sur les livraisons ont incité les entreprises à s'améliorer encore. Elles doivent être toujours plus agiles pour répondre au mieux à leurs clients. En somme, chaque problème doit être considéré comme une opportunité pour progresser !

Méthodologie

La présente fiche a été réalisée en 2016 en utilisant les données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction.

Le périmètre du territoire étudié recouvre les Communautés de communes des Pays de :

- La Gacilly ;
- Grand-Fougeray ;
- Redon.

Le tissu productif présenté dans cette fiche correspond aux activités suivantes :

- Le transport de voyageurs (transport urbain, routier, par taxi, etc.)
- Le transport de fret (transport routier de fret, location de camion avec chauffeur, services de déménagement...)
- L'entreposage et le stockage frigorifique ou non
- Les services auxiliaires de transport (la manutention, le service de messagerie, l'affrètement et l'organisation des transports, les activités de poste et de courrier...)



MEDEFI - 3 rue Charles Sillard - 35600 REDON
02 99 72 31 21 - accueil@medefi.fr

Toutes nos publications sont sur www.medefi.fr

Financeurs

UNION EUROPÉENNE
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage
en Bretagne



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Avec le Fonds social européen